

Extrait de :  
Groupe Tommaso Padoa-Schioppa,  
« Parachever l'euro - Feuille de route vers une union budgétaire en Europe »,  
*Études et Rapports n° 92, Notre Europe - Institut Jacques Delors, septembre 2012.*

## Remarques préliminaires

### Il est urgent de s'entendre sur une feuille de route pour transformer en profondeur l'Union économique et monétaire

En avril 1987, un groupe de recherches sur la « stratégie d'intégration de la communauté européenne » dirigé par Tommaso Padoa-Schioppa a publié un rapport<sup>1</sup> qui a constitué par la suite les fondements de l'Union économique et monétaire (UEM) en Europe. Ce rapport se référait à quatre points considérés comme la base du « contrat social » de long terme entre la Communauté et ses États membres : (I) des marchés compétitifs, (II) la stabilité monétaire, (III) un partage équitable des gains de prospérité, et (IV) de bons résultats en termes de croissance. Ces quatre éléments ont effectivement constitué la base de l'intégration politique et économique en Europe pendant les 25 dernières années

Aujourd'hui, les membres du groupe Tommaso Padoa-Schioppa considèrent que le contrat social européen est menacé. Même un éclatement de la zone euro n'est plus exclu. Il y a en effet un risque qu'une fois enclenché, un processus de dislocation de l'union monétaire ne puisse être enrayé et entraîne un éclatement politique et économique de la zone euro et de l'Union européenne. La crise qui affecte l'UE

1. *Efficiency, Stability and Equity: A Strategy for the Evolution of the Economic System of the European Community*, rapport d'un groupe d'étude nommé par la Commission des Communautés européennes et présidé par T. Padoa-Schioppa, avril 1987.

et en particulier la zone euro depuis plus de deux ans représente donc un obstacle fondamental pour les quatre éléments constitutifs de la récente intégration économique et politique européenne.

Le principe de marché compétitif en Europe, qui repose encore sur les quatre libertés, court le risque croissant d'être remis en cause par une renationalisation des politiques économiques, de possibles tendances protectionnistes et un potentiel retour aux monnaies nationales et aux dévaluations compétitives dans le cadre d'un éclatement de la zone euro. Le coût de ce retour en arrière dans l'intégration européenne des marchés serait exorbitant et la fin du système de marché compétitif en Europe pourrait se solder par une dégradation de la qualité de vie dans la zone euro.

Par ailleurs, trois menaces pèsent actuellement sur le principe de stabilité monétaire en Europe, tel que décrit dans l'architecture originelle de l'UEM prévue par le traité de Maastricht : (I) Un risque non négligeable de retour aux monnaies nationales, qui entraînerait une instabilité monétaire soudaine puisque l'épargne et les actifs d'une part importante de la population de la zone euro se trouveraient confrontés à des changements de prix brutaux. (II) Les secteurs bancaires de plusieurs pays de la zone euro courent un risque considérable. Si l'incertitude qui les touche se traduisait en panique bancaire ou en fuite massive de capitaux, le risque pour les dépôts bancaires et, là aussi, pour l'épargne et les actifs d'une bonne partie de la population de la zone euro serait énorme. (III) Nombreux sont ceux qui considèrent que la stabilité même de l'euro est menacée par les efforts de sauvetage ou de stabilisation, qui pourraient inclure une monétisation de la dette, lourde de conséquences.

Le principe de partage équitable des gains de prospérité en Europe, tel que le définit le cadre d'économie sociale de marché (*Soziale Marktwirtschaft*), qui fait consensus, est lui aussi en danger. En effet, les inégalités se creusent dans les pays mais plus encore entre eux. Ainsi, le chômage affecte plus de la moitié des jeunes dans certains États de la zone euro. Or, la poursuite de la crise dans la zone euro ou son éclatement pourrait accroître les inégalités sociales en Europe.

Trois éléments de divers niveaux mettent actuellement en péril la croissance dans la zone euro :

- (I) La crise elle-même a déjà une influence négative importante, une tendance susceptible de persister dans un contexte d'incertitude et en l'absence de réponse rapide, viable et de long terme.
- (II) Une dislocation de la zone euro réduirait sans doute le niveau d'interconnexion entre les acteurs économiques d'Europe. Ce phénomène pèserait lourdement sur les performances de croissance dans les années à venir.
- (III) L'obsession de réduire à court terme les dettes et les déficits menace les perspectives de croissance globales dans la zone euro à court et moyen termes. Effectivement, si des niveaux d'endettement excessif ne sont ni souhaitables ni tenables, une trop forte austérité pourrait entraîner la perte d'une décennie de croissance dans la zone euro.

Face aux risques qui pèsent sur les quatre principales composantes du contrat social européen, ce rapport propose des éléments de réflexion sur le moyen d'accroître la résistance de la zone euro et de rétablir la confiance dans la monnaie unique, avec un accent sur les solutions de long terme. Il s'efforce de formuler les questions auxquelles il faudra répondre pour assurer le succès durable de l'euro. S'il ne s'étend pas sur le court terme, son message principal est clair : dans le contexte actuel de crise, les questions de long terme sont des questions urgentes.

Deux principes directeurs ont présidé aux délibérations du groupe.

D'abord, tous ses membres partagent l'idée qu'un retour en arrière dans l'intégration monétaire est complètement exclu. Ayant déjà avancé des éléments invalidant cette éventualité, le rapport n'aborde même pas la possibilité d'abandonner l'euro.

Ensuite, toutes ses propositions dérivent d'un principe : « autant d'union économique et politique que nécessaire mais le moins possible ». Le groupe estime en effet que des dysfonctionnements inhérents au cadre originel de l'union monétaire, qu'il convient de corriger, ont provoqué la crise actuelle. Cependant, conformément au principe de subsidiarité, les ajustements doivent être limités au strict nécessaire pour améliorer le fonctionnement de l'euro.

C'est pourquoi le groupe ne prône pas « plus d'Europe » à la seule fin de renforcer le processus d'intégration européenne. Il ne plaide pas non plus en faveur d'un « super-État » européen ou d'une puissance supranationale forte. Il estime en revanche, qu'en son état actuel, l'UEM est incomplète et propose des éléments jugés indispensables au bon fonctionnement de l'euro. Ni plus, ni moins.